

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

Cergy Pontoise, le 10 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 janvier 2023

Contexte et constats

Publié  **GÉORISQUES**

sur

SMCA Manutention Carburant Aviation
Chemin de Livry
95380 CHENNEVIERES LES LOUVRES

Références : ud95-2023-060
Code AIOT : 0006505582
Hélios : 58474

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 janvier 2023 dans l'établissement SMCA Manutention Carburant Aviation implanté Chemin de Livry, B.P 19, à CHENNEVIERES LES LOUVRES (95380). L'inspection a été annoncée le 15 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMCA Manutention Carburant Aviation
- Chemin de Livry - B.P 19 - 95380 CHENNEVIERES LES LOUVRES
- Code AIOT : 0006505582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société SMCA assure, sur son site de CHENNEVIERES LES LOUVRES, le stockage de carburéacteur qui comprend les opérations de réception et de contrôle de la qualité ainsi que les opérations d'expédition. Les installations exploitées par la société SMCA se composent de : 7 réservoirs de carburéacteurs (capacité de stockage totale de 203 800 m³), de cuves enterrées dédiées au stockage d'hydrocarbures résultant des opérations de purge des réservoirs et des tuyauteries, de 2 postes de chargement de véhicules citernes pour le transfert de carburéacteur vers, notamment, les aéroports de BEAUVAIS et du BOURGET, d'une installation de chargement et de déchargement desservant le dépôt répartie sur 2 zones et composée de 16 pompes de 300 m³/h (débit total de 4 800 m³/h).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction de la notice de réexamen et du POI transmis en 2021. Cette inspection vise à vérifier la mise en oeuvre effective des éléments présentés dans ces documents.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
à l'issue du contrôle ;
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	MMR - Bouton d'arrêt d'urgence	Arrêté ministériel du 29 septembre 2005, article 4	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	MMR - Présence de chauffeur + opérateur	Arrêté ministériel du 29 septembre 2005, article 4	Lettre de suite préfectorale	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	MMR - Sprinklage au poste de chargement camion	Arrêté ministériel du 29 septembre 2005, article 4	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Procédure changement fonction bac 1	Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article Annexe I – point 3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Contrôle de la jauge du réservoir d'eau	Arrêté préfectoral du 27 septembre 2017, article : 6.2	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	Défense contre l'incendie – fuite alimentée + POI	Arrêté ministériel du 03 octobre 2010, article 43 + Arrêté ministériel du 26 mai 2014 article : 5	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection d'hydrocarbures liquides en aval des séparateur à hydrocarbures	Arrêté ministériel du 03 octobre 2010, article 54-4	Sans objet
2	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 03 octobre 2010, article 43-3-5	Demande complémentaire
3	Raccords de réalimentation du réseau incendie	Arrêté ministériel du 03 octobre 2010, article 43-3-8 §3	Observation
8	Contrôle des poteaux surpressés	Arrêté ministériel du 03 octobre 2010, article 43-3-4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection d'hydrocarbures liquides en aval des séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 03 octobre 2010, article 54-4
Thème(s) : Risques chroniques, Détection d'hydrocarbures liquides en aval des séparateurs à hydrocarbures
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de traitement ou de pré-traitement des effluents liquides permettent de respecter les valeurs limites imposées au point 54-2 du présent arrêté.[...] ----- Déclaration de l'étude de dangers mise à jour (page 47 de la PJ 3 – APR) <i>Etudier la faisabilité de mettre en place des détecteurs HC liquide en sortie de séparateur</i>
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le nouveau séparateur à hydrocarbures, installé suite au porter à connaissance relatif à la séparation des actifs, dispose d'un dispositif de détection d'hydrocarbures liquides en aval placé entre le séparateur et le rejets, permettant sa fermeture en cas de défaillance de celui-ci. Les autres séparateurs à hydrocarbures ne disposent pas de ce type de dispositif. L'exploitant n'a pas lancé d'étude visant à mettre en place ce dispositif sur d'autres séparateurs à hydrocarbures. Ce point fera l'objet d'une prescription dans le projet d'arrêté préfectoral prévu à l'issue de l'instruction de l'étude de dangers. Il reprendra l'objectif d'un confinement automatique en cas de détection d'hydrocarbures afin d'éviter tout impact sur le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 03 octobre 2010, article 43-3-5
Thème(s) : Risques accidentels, Taux d'application de mousses
Prescription contrôlée : En cas d'utilisation d'une stratégie de sous-rétentions : un tapis de mousse préventif d'une épaisseur minimale de 0,15 mètre est mis en place et maintenu dans les sous-rétentions où la sous-rétention en feu pourrait se déverser. Le taux d'application nécessaire à l'entretien de ce tapis préventif est au minimum de 0,2 litre par minute et par mètre carré. ----- Non-conformité n° 3 de l'inspection du 20 décembre 2021 : <i>les moyens dimensionnés par l'exploitant ne permettent pas de répondre à l'objectif d'extinction défini à l'article 43-3-5 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Il convient que l'exploitant revoie le calcul du dimensionnement de ces moyens et vérifie que les moyens physiques présents sur le site sont suffisants. Dans le cas où les moyens physiques ne seraient pas suffisants, il convient que l'exploitant communique à l'inspection un plan d'action permettant la remise en conformité de ses installations et précisant les échéances associées. Le détail des calculs ainsi que la vérification de la suffisance des moyens est attendu sous un mois et, le cas échéant, le plan d'action susmentionné sous deux mois.</i> ----- Courrier de réponse de l'exploitant du 22 février 2022 L'exploitant démontre dans ce courrier le respect du taux d'application de 0,2 l /m ² /min.
Constats : Par courrier du 22 février 2022, l'exploitant a transmis les calculs concernant les taux d'application dans les cuvettes rapprochées. Ces calculs montrent le respect de la prescription sur le taux d'application pour l'entretien du tapis de mousse : <i>"Le taux d'application nécessaire à l'entretien de ce tapis préventif est au minimum de 0,2 litre par minute et par mètre carré."</i> En revanche, l'exploitant n'a pas transmis d'éléments permettant de répondre à la prescription sur la constitution du tapis de mousse : <i>"un tapis de mousse préventif d'une épaisseur minimale de 0,15 mètre est mis en place et maintenu dans les sous-rétentions où la sous-rétention en feu pourrait se déverser."</i> Demande complémentaire : l'inspection demande à l'exploitant de présenter les éléments démontrant qu'il est en mesure de constituer le tapis de mousse préventif d'une épaisseur minimale de 0,15 mètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Raccords de réalimentation du réseau incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 03 octobre 2010, article 43-3-8 §3
Thème(s) : Risques accidentels, Raccords de réalimentation du réseau incendie
Prescription contrôlée : Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. [...] ----- Courriel du SDIS du 30 juin 2022 A la suite de l'étude de nos (SDIS) capacités hydrauliques à assurer cette tâche, nous vous informons que celles-ci se limitent à 480 m ³ /h, au moyen de 4 pompes alimentées sur la cuve d'eau et assurant un débit de 120 m ³ /h chacune, via 8 lignes de refoulement en DN110. Ainsi, nous vous proposons de créer une clarinette équipée de 8 raccords DN100 à l'extérieur du bâtiment pomperie, afin de pouvoir y raccorder les 8 lignes précitées pour réalimenter votre réseau interne.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir lancé les consultations pour la réalisation des piquages. L'exploitant a présenté un plan de la future installation qui sera conforme à la demande du SDIS (vu plan 2022-07-RYD-01). Observation n° 1 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de l'informer de la mise en conformité de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Procédure changement fonction bac 1

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article Annexe I – point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure changement fonction bac 1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.</p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>-----</p> <p>Notice de réexamen et PAC du 19 décembre 2017</p> <p>Le changement de fonction a lieu en cas d'arrêt d'un des bacs de distribution (le 11 ou le 12). Les arrêts de distribution par les bacs 11 et 12 et le changement de fonction du bac 1 sont planifiés selon un mode opératoire établi.</p> <p>Les agents d'exploitation procèdent, sur le terrain, aux différentes manipulations des vannes et le changement des intercalaires sous la direction du contremaître. Le contremaître permute ensuite le commutateur pour permettre le bon asservissement des vannes et des alarmes de niveau. La permutation de fonction du bac entraîne un test préalable du NSH et du NSTH. Les niveaux restent les mêmes.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le changement de fonction du bac 1 de réception à distribution est réalisé régulièrement (à une fréquence d'une fois tous les 18 mois à 3 ans) lors d'opérations de nettoyage des bacs 11 ou 12. L'exploitant a indiqué ne pas disposer de procédure dédiée. Il a présenté néanmoins la check-list de redémarrage du bac 1 lors d'un passage en distribution (suite nettoyage) dans laquelle est décrite toutes les vérifications effectuées (donc vérification du fonctionnement des sécurités NSH et NSTH).</p> <p>En revanche, sur cette check-list, l'inspection a constaté que les contrôles au redémarrage des sécurités NSH et NSTH n'étaient pas correctement datés ni signés. La date indiquée du 18 novembre 2022 n'était pas dans la bonne colonne date et cette date était postérieure au redémarrage du bac.</p> <p>Non-conformité n° 5 : L'exploitant doit mettre en place des procédures de suivi de redémarrage de ses installations et s'assurer que ces procédures sont correctement suivies, notamment la réalisation des tests en amont du changement de fonction.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le passage de réception à expédition du bac 1 implique son nettoyage. En revanche, le passage d'expédition à réception n'implique pas ce nettoyage du bac. Pour cette opération de changement de fonction du bac 1, l'exploitant ne dispose pas de procédure.</p> <p>Non-conformité n° 6 : L'exploitant doit mettre en place une procédure concernant le changement de fonction du bac 1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Contrôle des poteaux surpressés

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 03 octobre 2010, article 43-3-4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des poteaux surpressés
Prescription contrôlée : - l'installation est dotée de plusieurs appareils d'incendie (poteaux de diamètre nominal normalisé de 100 ou 150 millimètres) qui peuvent être complétés par des réserves, implantés sur un réseau public ou privé, de telle sorte que leur accessibilité et leur éloignement par rapport aux incendies potentiels présentent le maximum de sécurité d'emploi. <i>(Disposition non directement applicable au titre de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 car la stratégie de défense incendie ne prévoit pas l'intervention des pompiers pour les scénarios étudiés au titre de l'article 43 {site autonome} - toutefois l'intervention des pompiers reste nécessaire pour les scénarios non cités dans l'arrêté du 03 octobre 2010 ou hors scope de l'EDD {incendie dans les bureaux, dans le local STADIS...}).</i>
Constats : Lors de l'exercice PPI de décembre 2022, le SDIS 95 a fait des essais de raccord de ses équipements sur le réseau de poteaux incendie surpressé du site. Ces essais ont été réalisés en positionnant les réducteurs achetés par l'exploitant permettant d'éviter la dégradation des poteaux incendie. Comme ces essais (lors de l'exercice) n'ont pas été conclusifs, de nouveaux essais ont été réalisés courant janvier 2023. Le compte rendu des pompiers n'a pas encore été transmis. Observation n° 3 : L'inspection demande à l'exploitant de prendre connaissance des recommandations des pompiers concernant l'efficacité des réducteurs de pression et de les mettre en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle de la jauge du réservoir d'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 septembre 2017, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la jauge du réservoir d'eau
Prescription contrôlée : L'établissement dispose <ul style="list-style-type: none">d'un bac de stockage d'eau d'une capacité de 6 520 m³, [...] Le volume d'eau disponible destiné à l'extinction d'incendie doit correspondre, dans la mesure du possible, aux capacités maximales des 2 stockages pré-cités. L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour que ce volume d'eau n'atteigne pas la quantité critique définie dans le plan de défense incendie en vigueur.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le flotteur associé à la mesure de la quantité d'eau sur le bac de stockage de 6 520 m ³ est défaillant. L'exploitant a présenté le capteur de pression en salle de contrôle qui permet de voir que le bassin est correctement rempli, mais ce capteur de pression n'est pas utilisable dans des situations d'aspiration d'eau. Non-conformité n° 7 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place un système fiable permettant de connaître, à tout moment, la quantité d'eau présente dans le bac de stockage d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 03 octobre 2010, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie – fuite alimentée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Non conformité n° 1 de l'inspection du 20 décembre 2021 : l'exploitant ne s'est pas assuré, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'incendie et du calcul des moyens qui en découlent, de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction du feu de cuvette sur fuite alimentée, contrairement aux dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Il convient que l'exploitant prenne en compte, dans le dimensionnement de ses moyens, la réduction du flux thermique par application de mousse d'extinction, le temps de réunir les conditions permettant l'extinction et vérifie que les moyens physiques présents sur le site sont suffisants. Dans le cas où les moyens physiques ne seraient pas suffisants, il convient que l'exploitant communique à l'inspection un plan d'action permettant la remise en conformité de ses installations et précisant les échéances associées. Le détail des calculs ainsi que la vérification de la suffisance des moyens est attendu sous un mois et, le cas échéant, le plan d'action susmentionné sous deux mois.</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées rappelle qu'un scénario d'incendie avec fuite alimentée est possible. Ce scénario ne fait pas partie des scénarios devant être étudiés pour le dimensionnement de la stratégie de lutte contre l'incendie de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, mais ce type de scénario peut conduire à une surutilisation d'eau et d'émulseur avant que l'extinction ne puisse être pratiquée.</p>
<p>Observation n° 4 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réfléchir aux modalités d'intervention dans le cadre d'un scénario de feu de cuvette sur fuite alimentée dans le cadre d'une amélioration de POI.</p> <p>L'inspection constate que le POI de l'exploitant traite exclusivement les scénarios devant être étudiés pour le dimensionnement de la stratégie de lutte contre l'incendie de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, alors que son étude de dangers identifie d'autre situation ou événement prévisible (fuite hors rétention, fuite alimentée, etc.). Ceci constitue une non-conformité au point c) de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014 qui prévoit que le POI contienne "Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles"</p>
<p>Non conformité n°8 : Il convient que l'exploitant mette à jour et complète son POI en y intégrant pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, la description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences.</p> <p>Le contenu du POI sera abordé dans le rapport d'instruction de l'étude de dangers et du POI qui sera communiqué à l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois